

Le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique (CHRDA), a estimé dimanche que le verdict rendu par le tribunal militaire de Yaoundé, à l'encontre du journaliste Mancho Bibixy et ses coaccusés, condamnés pour "actes de terrorisme et sécession", était une "illustration de la politisation du système judiciaire" au Cameroun

« Le verdict injuste du tribunal militaire illustre clairement de la politisation du système judiciaire au Cameroun pour faire taire », selon le président du CHRDA, Me Agbor-Balla, estimant que c'est « un recul considérable pour le respect des droits de l'Homme et les libertés »

Le 25 mai, Bibixy et ses coaccusés, reconnus coupables d' « actes de terrorisme et sécession, insurrection, outrage aux corps constitués et fonctionnaires, hostilités contre la patrie », ont été condamnés à des peines allant de 10 à 15 ans d'emprisonnement ferme et 268 millions FCFA d'amende. Principal accusé des violences survenues dans les régions anglophones camerounaises, entre novembre et décembre 2016, le journaliste a été arrêté le 30 novembre 2016, à Bamenda (nord-ouest, épice de la crise anglophone), après avoir conduit une manifestation, dans un cercueil au cours d'une marche, le 28 novembre ainsi que d'autres activistes.

Incarcérés depuis lors, à la prison centrale de Yaoundé, ils n'avaient pas bénéficié de l'arrêt des poursuites décidé par le président, Paul Biya le 29 août 2017, contre certaines personnes inculpées pour leur présumé rôle dans les violences survenues dans le Nord-ouest et le Sud-ouest, dans la même période.

Le CHRDA a appelé à "la libération immédiate de toutes les personnes détenues, depuis octobre 2016", dans le cadre de cette affaire, estimant que "juger des civils devant une juridiction militaire, n'est pas conforme aux standards internationaux, en matière de respect des droits de l'Homme."